

tycoon

Parce que l'Afrique a beaucoup d'exemples #23 2011



Guillaume
KOFFI



Issa
DIABATE

LES BATISSEURS

**JACKIE BERTHO
ANDOH**
PDG DE NOA TRADING

**EMILE KOKOH
ADJOMANY**
GEOMETRE-EXPERT FONCIER

DOSSIER SPECIAL
URBANISATION : ON DEGUERPIT
POUR MIEUX CONSTRUIRE...



« La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui et de demain a de plus en plus besoin des architectes »

Guillaume KOFFI

52 ans, Architecte

TEXTE : CHRISTIAN MIGAN

LES BATISSEURS

Une course contre la montre ? Presque une course poursuite pour prendre en chasse deux lévriers pratiquement de même race. Un agenda plutôt chargé. Le rythme des affaires est trépidant à l'heure où la Côte d'Ivoire s'éveille à une nouvelle politique de l'urbanisation. Guillaume Koffi, président de l'Ordre des Architectes de Côte d'Ivoire, saisit la balle au rebond pour prendre langue avec les milieux officiels et donner la pleine mesure de la capacité de sa corporation à s'impliquer davantage dans le processus du nouvel

ordre urbain. Cet architecte, aux allures de gentleman, le front haut et altier, martelé à l'enclume d'une formation rigoureuse à l'École spéciale d'architecture de Paris, a de l'énergie à revendre, et le cœur à l'ouvrage pour imprimer sa marque, celle de son cabinet qu'il partage avec son « jeune frère », Issa Diabaté, son associé. Il nous revient que ces deux concepteurs du bâtiment se sont retrouvés à avoir la même vision du cadre bâti, quand le cadet en a pris de la graine auprès de son aîné, au cours d'un stage de pré-emploi. Issa Diabaté, jeune premier de sa génération, avec une intelligence plastique,

formé dans la prestigieuse université de Yale, ne rêve qu'architecture depuis sa tendre enfance. Une histoire d'amour qui lui colle à la peau. Une si longue histoire d'amour... Parce qu'il n'a jamais lâché prise, malgré la forte recommandation de ses parents de l'orienter vers les finances. Mais, sans avoir à souffrir du choix de ses parents (papa était banquier), il a pu empocher le Bachelor en finances à l'université George Washington de Washington, D.C. (USA), avant de décrocher le Master en architecture à Yale. Au-delà des connexions familiales qui les ont rapprochés pour une cause commune,

« Le plus important, c'est d'assurer la relève »

Issa DIABATE

41 ans, Architecte

il reste, cependant, qu'ils possèdent l'un et l'autre une touche particulière. Ce qui renforce davantage ce lien de complémentarité. Déjà à 30 ans, Guillaume Koffi s'est installé à son propre compte. Parcours fulgurant pour avoir glané des lauriers. Une bonne demi-douzaine de concours d'architecture l'a hissé au mâit de la renommée. Il a gravé dans la pierre sa griffe pour avoir réalisé de prestigieux ouvrages dans le monde. Il tient à ce que la place de l'architecte dans le développement se sache en Afrique, particulièrement en Côte d'Ivoire, pour donner à la ville une belle âme qui la vivifie ; une âme frappée du sceau de l'immortalité à travers de nombreuses générations. Créatif, il l'est. Pédagogue, il le devient. C'est pour cette raison que l'Ordre des architectes organise, d'une année à

l'autre, des salons d'architecture et du bâtiment, depuis 2007, sous sa coupole, pour s'ouvrir au grand public. Il dégage une philosophie du progrès et de la modernité : « Notre éducation, nos origines sociales, les enseignements reçus, notre ouverture au monde et la volonté de progresser influencent fortement notre écriture. Nous sommes les adeptes de la modernité et de l'écologie ». Issa Diabaté, dans sa sobriété élégante, présente sa palette d'architecture. Qui se résume à la fonctionnalité d'un bâtiment. Où se trouve le vent dominant ? Est-ce que cette pièce reçoit de la lumière du jour ? Est-ce qu'elle a une bonne aération ? Autant de paramètres qu'il tient à mettre en balance dans sa conception architecturale. « Moi, j'ai la culture du minimum. C'est-à-dire qu'il faille faire le moins d'effort possible pour un résultat maximal. Pour

moi, lorsqu'un objet est dans une pièce, il doit avoir forcément une certaine utilité. Je ne suis pas forcément sensible à un objet qui décore uniquement pour décorer ». Doit-on dire qu'Issa Diabaté a une autre corde à son arc : le design ? Malgré sa modestie qui le couvre de son talent, il a eu le mérite d'enlever le prix « Robert Allen Award » en 1995 aux Etats-Unis et en 1998, le « Dak'art 98 », récompense de la Communauté européenne pour le design. En plus, il recèle une âme d'enseignant qui ne le quitte pas, pour pouvoir assurer la chaîne des générations. Issa Diabaté, un adepte d'Ivan Illich ? Ce philosophe qui définit l'école comme une auberge où le repas se prend en partage entre le professeur et l'élève, où l'un donne autant qu'il reçoit de l'autre. C'est la philosophie de la convivialité qui ouvre l'esprit et qui fortifie. ■

« Nous espérons vivement renouer avec une urbanisation maîtrisée de nos villes »

« Nous avons acquis un siège qui, à terme, abritera une médiathèque, un institut de formation permanente et des locaux sociaux »

Qu'est-ce qui vous a poussés vers l'architecture ?
Guillaume Koffi (GK) :

Le goût de ce qui est pensé, organisé et structuré. C'est un grand privilège d'intervenir sur la matière et modeler un environnement. J'ai toujours voulu être architecte. C'est un très beau métier, un métier de passion. C'est aussi un sacerdoce quand on veut être perfectionniste.

Issa Diabaté (ID) :

Un magnétisme naturel. Déjà, tout petit, le dessin était mon passe-temps favori. Ma passion pour l'architecture s'est affirmée en classe de 4^{ème}, quand j'ai découvert le métier, à la faveur d'un stage de vacances dans le cabinet d'un architecte, ami de mes parents, M. Jean-Claude Heinen.

Comment pensez-vous avoir évolué, au fil des ans, du point de vue de votre vision de l'architecture, mais aussi du point de vue de la pratique de celle-ci ?

ID. Au début, j'étais principalement fasciné par l'esthétique des bâtiments, en leur qualité d'objet. Grâce à l'expérience professionnelle, j'ai compris que l'architecture était une discipline transversale qui flirtait autant avec l'art que la sociologie, autant avec la technique que l'économie...

Toute la compétence de l'architecte se mesure à la maîtrise de chacune de ces disciplines qui s'interconnectent lorsqu'il s'agit de bâtir.

GK. Je pense que la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui et de demain a de plus en plus besoin des architectes, et que nous avons l'impérieux devoir de nous rendre accessibles et faire partager ce besoin d'architecture. Aussi devons-nous essayer d'imposer à notre pratique quotidienne une démarche pédagogique et éducative pour mieux vulgariser les gestes simples du savoir habiter et habiter avec les autres. Voire habiter ensemble. Le plus dur est de convaincre les politiques que l'architecte est indispensable pour bâtir de façon durable.

Qu'est-ce qu'un bon architecte, selon vous ? Quelles qualités doit-il impérativement avoir ?

GK. Un bon architecte est à l'écoute de son client et doit adapter son intervention à son environnement. Mais son premier rôle est de conseiller. Il doit être pédagogue, créatif, imaginatif et innovant. Il doit être guidé par le souci de l'esthétique, tout en étant économe. Bâtir est un acte grave qu'il faut poser avec responsabilité.

ID. L'architecte a le devoir d'être curieux. La curiosité est une qualité essentielle pour appréhender l'environnement. Or l'architecte nourrit sa création des choses qui l'entourent. Tant à un niveau physique qu'à un niveau intellectuel. Il lui faut plonger ses yeux dans les abysses de la société pour véritablement la comprendre. Talent, passion, rigueur, ouverture d'esprit, sont des qualités nécessaires à la bonne pratique du métier.

M. Diabaté, on vous connaît, entre autres, designer et enseignant.

N'est-ce pas une autre corde à votre arc pour densifier votre champ d'activités ?

ID. En fait, je suis un architecte. Un architecte qui a flirté avec le design, comme à une époque, j'ai pu flirter avec la photo, ou comme je flirte encore avec le dessin d'art. Dans le design, comme dans l'architecture, ce qui m'intéresse, c'est résoudre le problème.

Comment un objet ou un bâtiment (qui d'ailleurs, est un objet grand) peut résoudre une problématique donnée, en tenant compte des contraintes de fonctionnalité, d'esthétique et de coût.

Le succès de la Coccinelle vient du fait que Volkswagen a su construire une voiture robuste, bon marché, avec une bouille sympathique... Ce qui en fait aujourd'hui une véritable icône du design. La vocation du designer est de solutionner ce type d'équation...

C'est un métier à part entière qui ne s'exprime chez nous que de façon limitée pour le moment.

On voit bien que l'architecte a effacé le designer ! N'est-ce pas au bon vouloir de l'architecte ? Et pourtant, vous avez été lauréat de Dak'Art 1998 pour le compte du design ?

ID. Non, l'architecte était là avant. Quant au prix que j'ai obtenu à Dak'Art 1998, à la biennale des Arts plastiques, je pense avoir été récompensé pour le « commentaire » de l'architecte, plutôt que pour avoir réalisé une œuvre de design aboutie.

Et l'enseignant alors ? Le professeur de l'INSAAC fait-il toujours son devoir de passeur du savoir ?

ID. Dans ma conception des choses, il n'y a pas de monde durable sans transmission. La transmission assure le suivi de ce que chaque être humain bâtit. Il est donc, de mon point de vue, essentiel de transmettre la connaissance. C'est une manière sûre d'assurer la relève. On doit le faire au quotidien, avec les collaborateurs, stagiaires, employés... Notre devoir est de leur inculquer la passion du métier. L'enseignement a ceci de particulier que quand il fonctionne correctement, l'enseignant reçoit de ses étudiants, de la même façon que lui, donne, lorsqu'il enseigne. J'ai beaucoup reçu de mon expérience à l'INSAAC. Dommage que sur la fin, le partage avec les étudiants fut moins aisé.

M. Koffi, quel bilan faites-vous de vos mandats à la tête de l'Ordre des Architectes de Côte d'Ivoire ?

GK. Il reste tant de choses à faire. Néanmoins, je pense que nous avons réhabilité l'image de l'architecte qui commence à retrouver sa place dans la production du cadre bâti. Nous avons doté notre organisation d'une administration permanente qui permet un fonctionnement normal de l'Ordre. Nous avons acquis un siège qui, à terme, abritera une médiathèque, un institut de formation permanente et des locaux sociaux. C'est un vaste chantier que nos successeurs auront à achever. Je note que le métier fait à nouveau rêver, à en croire le nombre de jeunes qui s'inscrivent dans les écoles d'architecture.



M. Koffi, lors de votre reconduction à la tête de l'Ordre des Architectes de Côte d'Ivoire, en décembre 2008, plusieurs défis se dressaient devant vous. Où en êtes-vous, aujourd'hui, notamment pour ce qui est de la consolidation des acquis des architectes, de leur participation aux commissions de permis de construire, et de la promotion du visa du Conseil national de l'Ordre des Architectes (CNOA) ?

GK. Pour l'heure, nous siégeons à la Commission de permis de construire où nous avons un avis consultatif. Les architectes, en assemblée générale, ont décidé, en 2006, d'une instruction préalable des dossiers de demande de permis de construire par le bureau du Conseil de l'Ordre des Architectes, qui les transmet au guichet unique, accompagnée d'une fiche de renseignement dûment remplie et revêtue du visa de l'Ordre. Cette disposition permet d'assurer une police professionnelle, de lutter contre les signatures de complaisance et, à terme, d'améliorer la qualité architecturale.

A peine 5% des constructions à Abidjan bénéficient de l'intervention d'un architecte. Ne nous étonnons donc pas de l'état de nos villes que nous déplorons tous. De plus, nous sommes victimes de trafic des cartouches des architectes au sein des administrations censées garantir l'intervention des architectes

telle que prévue par la loi, de sorte qu'un confrère, décédé, continue de présenter des dossiers au permis de construire. Il s'agit de remédier à tout cela de façon responsable. La contribution arrêtée, en Assemblée Générale, est acquittée par l'architecte du projet et n'est en aucun cas répercutée au client. Ce n'est donc pas un surcoût sur les honoraires que doit payer le client à son architecte. En organisation responsable, nous avons proposé, aux ministères en charge des démarches de permis de construire, un manuel de procédure visant à réduire de façon drastique le temps d'obtention du permis estimé à plus d'un an par le programme « *Doing Business* » de la Banque Mondiale. Pour l'heure, c'est une démarche qui est un véritable parcours du combattant.

Une équipe soudée

Nous voici face à deux architectes dans un même cabinet d'études. Comment vous êtes-vous rencontrés ?

Et pourquoi avoir décidé de vous associer ?

GK. Par des connexions familiales et le hasard de la vie. Les associations se font sur plusieurs critères : les affinités intellectuelles, la complémentarité, la loyauté et la confiance mutuelle. Issa est un architecte de talent qui est

mon cadet de 10 ans. Il lui appartient de trouver un autre architecte associé qui a 10 ans de moins que lui pour perpétuer la chaîne de générations qui permet le renouvellement des grands cabinets d'architectes.

ID. A la faveur des vacances scolaires, j'ai voulu associer un environnement professionnel au nom que j'entendais déjà souvent lorsqu'il s'agissait d'architecture en Côte d'Ivoire. Le reste s'est fait naturellement et notre vision commune a pris forme au fil du temps.

Qu'est-ce qui fait la spécificité de l'offre « Koffi & Diabaté » ? Pourquoi avoir décidé de vous associer ?

ID. La complémentarité. C'est cette complémentarité qui fait qu'on est plus forts à deux.

GK. La spécificité de « *Koffi et Diabaté* », c'est une composition à 2 têtes et 4 mains. L'œuvre architecturale est une œuvre intellectuelle par excellence. La confrontation des idées ne peut être que bénéfique et enrichissante. « *L'union fait la force* », comme dit l'adage.

Et votre marque ? Ce qui fait l'originalité de l'offre « Koffi et Diabaté » ?

ID. Donner des réponses à des

problématiques locales en assimilant les exigences d'un monde intégré. Nos conceptions tiennent compte de facteurs climatiques liés à l'orientation du bâtiment par rapport au soleil, au vent... Mais également de certaines contraintes de développement durable, comme la récupération des eaux usées et l'utilisation partielle du solaire.

GK. De plus en plus, nous présentons une offre intégrée, allant de la conception à la réalisation permettant d'assurer une qualité architecturale et de construction. « *Koffi et Diabaté* », c'est une équipe à l'écoute d'une clientèle de plus en plus exigeante, une approche créative et innovante du projet et un réseau de compétences, fédérant des métiers de la construction, pour une offre globale et économique, dans le respect d'une démarche de développement durable.

Votre agence est connue pour être sollicitée tant au niveau local que dans la sous-région : quel rôle joue la culture dans la conception de vos projets ?

GK. La culture est le fondement de toute œuvre de création. Notre éducation, nos origines sociales, les enseignements reçus, notre ouverture au monde et la volonté de progresser influencent fortement notre écriture. Nous sommes des adeptes de la modernité et de l'écologie. La perspective d'une carrière en



Côte d'Ivoire est à la fois une chance et un handicap, car notre pays n'a pas l'expérience de la planification pour permettre de lancer des opérations d'envergure, et pour promouvoir une architecture moderne et durable. La Côte d'Ivoire est encore trop préoccupée par la résolution de ses problèmes politiques pour consacrer de l'énergie à l'architecture. Aussi, nous nous sommes trouvés en situation d'user de notre talent pour être à la tête de projets en Afrique qui attirent l'attention. Nous privilégions une conception qui favorise l'éclairage et la ventilation naturels, une composition des espaces où forme et fonction se conjuguent pour donner une architecture dépouillée et animée, signe d'une modernité africaine. Nous exportons notre savoir-faire ivoirien.

Parlant de culture, la Chine a failli nous imposer sa pagode pour la construction du Palais de la Culture.

Est-ce à dire qu'on n'avait rien à proposer au concepteur chinois ?

ID. Je dirais plutôt que pour avoir une idée claire du potentiel de notre génie architectural, il faut susciter la production. Pour cela, il faut organiser des concours d'architectes et communiquer sur les résultats. Seuls les concours permettent d'apprécier la pertinence de chaque proposition. Je souscris à l'idée qu'une compétition saine favorise l'excellence.

Quels sont les projets réalisés dont vous êtes les plus fiers ?

GK. Difficile de répondre à cette question car chaque projet est la continuité du précédent. C'est une évolution perpétuelle avec, de temps à autre, des révolutions. Notre maison en bois exposée à ARCHIBAT 2009 en est une. Elle donne une orientation nouvelle à notre recherche. Notre travail sur Assinie (encore à un stade embryonnaire) est une démarche qui nous passionne et nous sommes fiers de son évolution. Nous y développons un urbanisme et une architecture de proximité avec la participation des habitants du village. Notre production est diverse et variée; nous avons bâti sur des pentes, au cœur des villes, en bord de mer et de lagune. Nous avons construit en béton, en pierre, en bois. Nous avons construit avec des budgets limités pour nos amis et les membres de nos familles, avec de somptueux budgets pour les hommes d'affaires fortunés. Nous avons dessiné des immeubles pour des établissements financiers, pour des grands groupes, pour des industriels, pour des cultes. Pourvu que l'exercice nous offre une possibilité d'expérimentation. En 25 ans de carrière, nous pouvons désormais choisir nos clients en fonction de leurs motivations, du potentiel du site dont ils disposent, de la qualité de leurs attentes et de leur degré d'adhésion à nos idées, notamment en matière de respect de l'environnement. Lorsque

l'architecte et le client se sont adoptés mutuellement, conception et réalisation suivent un déroulement à peu près immuable.

ID. Pour moi, notre œuvre est un ensemble dont il est difficile d'extraire un projet seul. Ce dont je suis fier, c'est sans doute notre parcours professionnel... Ce parcours nous a permis en tant que jeunes architectes, d'avoir accès à la commande sur des projets aussi importants que l'agence de la BCEAO à Daloa ou de l'immeuble de la CRRAE au Plateau, à l'issue de concours d'architectes dont nous avons été lauréats.

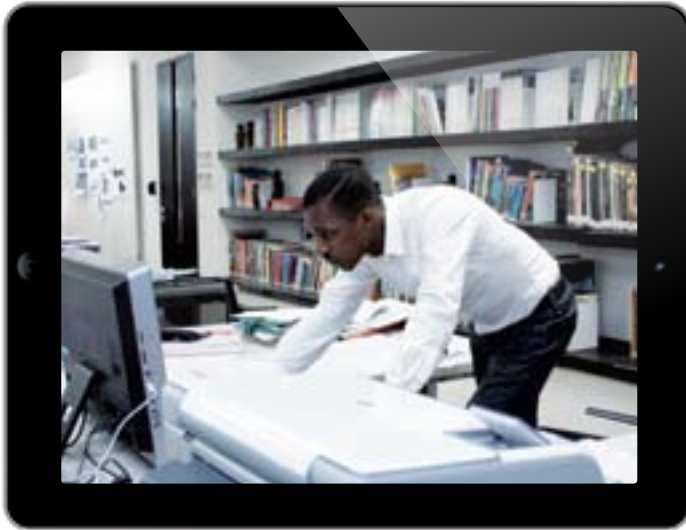
Que dire de vos projets à court, moyen et long termes ?

GK. A court terme, faire partager le besoin d'architecture par une communication active. Renforcer notre outil de production par un recrutement de collaborateurs compétents, car 20 ans de crise ont appauvri la qualité de la formation des jeunes professionnels dans tous les secteurs. Ensuite, affiner notre méthodologie de conception pour mieux booster la créativité et l'innovation. Pour ce faire, il nous faut renforcer en interne les pôles administratifs, financiers, d'économie de bâtiment, et de management de chantier, traditionnellement externes aux agences d'architectes. A moyen terme, consolider nos partenariats avec les banques et d'autres acteurs

du cadre bâti pour prendre une place dans les projets de Partenariat Public Privé (PPP) car la commande publique en Côte d'Ivoire n'obéira plus qu'à ce concept, au dire du gouvernement. A long terme, assurer le rôle de « chef d'orchestre dévolu » aux architectes d'antan pour développer des projets urbains mettant en valeur les principes de développement durable. Etre de véritables développeurs.

ID. A court terme, il nous faut partager notre vision du cadre bâti avec les pouvoirs publics récemment investis. Notre ville a énormément souffert de plusieurs décennies d'absence de planification réfléchie. La ville s'étend mais il lui manque la vision. A moyen terme, il faudrait implémenter cette vision dans un cadre concerté. Il est important que non seulement les pouvoirs publics, mais également les usagers partagent une vision commune sur les grandes orientations urbaines... A long terme, faire d'Abidjan un modèle de ville durable et verte. Singapour, qui, à l'époque de l'indépendance, se trouvait loin derrière la Côte d'Ivoire en matière de développement, y est arrivé. Pourquoi pas nous ?

Prenons le cas des logements créés par la SICOI. Pourquoi les nouveaux propriétaires se mettent-ils à tout casser pour reconstruire ? Est-ce qu'ils ont une conception personnelle de



L'habitat ? Ou les architectes n'ont-ils pas été associés pour concevoir des habitations plus adaptées à l'environnement culturel ?

ID. Nous avons tous une vision personnelle de l'habitat. Mais lorsqu'il s'agit de vivre en communauté, il est essentiel que chacun respecte l'espace commun qui appartient à tous. Les gens cassent mais ne reconstruisent pas plus « *intelligent* ». Ils ne rebâtissent pas en intégrant les aspects fonctionnels qui reflètent leur vécu culturel. Les modifications sont, en général, l'occasion pour le nouveau propriétaire de réaliser son propre fantasme, quitte à empiéter sur le bien commun (occupation de la voie publique, occultation de canalisation, mitoyennetés exacerbées, nuisances sonores...). Lorsque l'on n'est pas conseillé par un professionnel, on contribue à ce que le paysage résidentiel se dégrade, à l'image de ces 15 dernières années en Côte d'Ivoire. Le rôle de l'architecte est avant tout de s'assurer que sa conception respecte les règles d'urbanisme qui garantissent un minimum de « *vivre ensemble* ». Des quartiers résidentiels se transforment en quartiers commerçants sans avoir les équipements prévus pour... Ou encore des cités-dortoir se créent sans hôpitaux, centres commerciaux, écoles, commissariats, végétations, etc.

GK. Le problème à Abidjan, comme dans beaucoup de villes africaines, c'est la ruralité qui persiste dans l'espace urbain. La politique du laisser-faire et du fait accompli ont permis de ne pas sur un urbanisme maîtrisé.

Seules une communication éducative, une planification prospective et une application intelligente des réglementations permettront de juguler l'anarchie urbaine que nous subissons et déplorons. Pour cela, il faut une vision et une forte volonté politique.

Mais la nouvelle politique de l'Etat semble avoir opéré une rupture. Quelle est votre perception de la salubrité urbaine, connue sous le nom d'« Opération Pays Propre » ?

ID. Le gouvernement entreprend quelque chose que l'on pensait encore impossible il n'y a pas si longtemps. Peu à peu, Abidjan retrouve son visage des beaux jours... Mais il reste tant encore à faire ! Principalement, partager avec la population le bien-fondé du respect des reculs par rapport aux voies, de la nécessité d'entretien des réseaux d'assainissement, de la gestion des ordures ménagères... Lorsque l'espace public est occupé, il n'est plus possible de lire la ville comme elle a été initialement conçue. La ville est un organisme vivant. Quand elle n'est pas gérée comme il faut, elle tombe malade. Il est donc important d'établir des diagnostics à intervalles réguliers sur l'état de santé de la ville. Sur ses besoins, son évolution démographique, sa configuration sociale, pour pouvoir lui apporter l'orientation dont elle a besoin. Après avoir déblayé les bas-fonds, il faut sérieusement songer à une façon durable de reloger les populations qui y résidaient.

GK. Nous saluons cette volonté politique de changer les choses. Nous avons eu l'occasion de féliciter les

« Le problème à Abidjan, comme dans beaucoup de villes africaines, c'est la ruralité qui persiste dans l'espace urbain »



ministres de la Salubrité urbaine, de la Promotion du logement, de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Assainissement, de l'Environnement et du Développement durable - tous les quatre intervenant sur l'espace urbain - pour leur action salutaire. Nous avons également félicité le Gouverneur du District d'Abidjan ainsi que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour avoir débarrassé les universités de constructions anarchiques. Nous souhaitons que les prochaines interventions soient mieux coordonnées avec l'assistance des techniciens, pour préserver les grands arbres souvent centenaires qui existaient sur certains des sites. Maintenant, il s'agit d'aménager ces sites dans le respect des règles de l'art. Il faut communiquer sur les types d'aménagement projetés, et associer, en amont de la réflexion, les architectes, et leur en confier les études. Il faut également confier les travaux d'aménagement urbains à de vrais professionnels et arrêter de bricoler. Ainsi, nous dénonçons et déplorons le massacre à la machette des arbres le long du Boulevard Latrille à Cocody. Ces arbres permettaient d'absorber en partie la pollution due à l'intense trafic sur cet axe. Il faut confier à de vrais

professionnels cette opération ; il en existe à Abidjan.

M. Koffi, vous étiez, le mercredi 10 août 2011, au Campus universitaire de Cocody, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Qu'est-ce qui a motivé cette visite ?

GK. Monsieur le ministre de l'Enseignement supérieur a convié le président de l'Ordre des Architectes que je suis, à effectuer une visite d'état des lieux et à échanger sur sa vision de la rénovation et de l'extension des infrastructures existantes. Son projet de village universitaire, à long terme, est à la hauteur des ambitions de la Côte d'Ivoire de demain. Nous lui avons fait part de la mobilisation des architectes ivoiriens, prêts à se mettre en mission pour répondre à ses exigences de projet. Nous travaillons étroitement avec le Ministère pour faire avancer ce projet et permettre aux étudiants d'évoluer dans un cadre sain. Il faut prendre le temps de faire les choses comme il faut et partir du bon pied comme l'a d'ailleurs préconisé le premier ministre lors de sa visite à l'université de Cocody, le jeudi 6 octobre.

Quel diagnostic faites-vous de l'urbanisation en Côte d'Ivoire et



quelles sont les solutions idoines qu'on peut y apporter ?

ID. Il faut revenir à un système où les professionnels sont au cœur du développement des questions urbaines. Pour faire la médecine, il faut un médecin. De la même façon, pour traiter des questions de la ville, il faut des architectes, des urbanistes, des sociologues... En un mot, il faut des spécialistes de la ville.

GK. Nous espérons vivement renouer avec une urbanisation maîtrisée de nos villes. Le ministre de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme nous a transmis, pour examen et avis, le projet de loi portant code domaniale, foncier, de l'urbanisme et de l'habitat. Ce code permettra de doter les villes et communes d'instruments de planification et de décision qui nous font cruellement défaut. Nous saluons la démarche de l'administration qui, pour une fois, nous associe en amont de la réflexion.

Depuis quelques années, le « phénomène éco » semble prendre de plus en plus d'ampleur. Que dire du rôle et de la position de l'Afrique et de la Côte d'Ivoire face à ce phénomène, notamment en ce qui a trait à la construction, à l'urbanisation, à l'environnement ? Quelles perspectives pour l'avenir ?

GK. Après les élections législatives et l'installation du nouveau parlement, il faut faire voter une loi d'engagement pour le développement durable.

Ainsi, quel que soit le secteur d'activité, de l'administration au secteur privé et à celui dit informel, que toute intervention, tout projet, toute occupation d'espace soit élaboré et réalisé en tenant compte de la préservation de la nature et des générations futures. Ce n'est pas une démarche de pays riches. C'est la voie incontournable pour un développement harmonieux de villes et villages et le meilleur gage pour l'amélioration de notre cadre de vie.

ID. Je ne parlerais pas de « phénomène éco » mais plutôt de démarche de développement durable. Le développement durable induit une réflexion transversale qui part de notre consommation énergétique à notre comportement civique, en passant par la gestion responsable de nos déchets. C'est l'unique façon de s'assurer que l'on aura transmis à notre descendance un environnement en bon état. Un environnement physique bien sûr, mais également un environnement moral. C'est notre responsabilité vis-à-vis des générations futures. Ni l'Afrique, ni la Côte d'Ivoire ne peuvent y échapper, de la même façon que ni l'une, ni l'autre n'a pu échapper à la révolution des NTIC, car aujourd'hui, nous vivons dans un monde intégré.

En tant qu'architectes, comment intégrez-vous tout cela dans la conception de vos projets, dans vos propositions à vos clients, notamment ?

Des ambitions spécifiques dans ce domaine, pour votre agence ?

ID. La plupart des projets que nous proposons tiennent compte des facteurs énergétiques. Faut-il encore vous parler de notre petite opération d'Assinie évoquée plus haut par Guillaume ? C'est un projet qui nous tient à cœur parce qu'à l'échelle de cette opération, nous pouvons tester un certain nombre de concepts sur le développement durable. Pas uniquement dans l'architecture, mais aussi dans la façon dont on va gérer la chose publique. Oui, la gestion des trottoirs et l'enlèvement des ordures, par exemple, passent par la concertation... Le défi, c'est de réussir à élaborer une vision partagée à l'échelle d'une communauté.

GK. Le développement durable, c'est une démarche permanente ! Nos nouveaux projets concilient à la fois préservation de l'environnement et protection de la santé des occupants, tout en cherchant à économiser énergie et ressources naturelles. Mais seuls une utilisation et un entretien adéquats conservent à un bâtiment écologique ses caractéristiques. Vivre et/ou travailler dans un bâtiment sain exige donc l'engagement de tous.

Pourquoi, un salon de l'architecture ?

Qu'est-ce qui vous a motivés à lancer ARCHIBAT ?

GK. En tant qu'architectes, on ne pouvait pas rester éternellement fatalistes face à la dégradation de notre environnement et à la désorganisation du secteur du bâtiment. Il nous a semblé opportun de permettre de réunir sur un même espace, les métiers de conception, de réalisation du cadre bâti et des distributeurs de matériaux de construction. D'organiser, en marge de ce salon, un cadre de réflexion sur les maux qui minent notre environnement. Le partenariat avec Axes Marketing, dirigé par Ismaël N'Guessan, professionnel de l'événementiel, a permis à ce salon de l'architecture et du bâtiment de voir le jour en 2007.

ID. C'est le besoin de communiquer sur l'architecture. Le besoin de faire connaître au grand public ce qu'est véritablement le métier d'architecte.

Et vous en êtes aujourd'hui à la troisième édition. Quel bilan faites-vous des précédentes ?

ID. C'est un bilan encourageant. Les deux premières éditions nous ont confortés dans l'idée que le besoin est fort. Aujourd'hui, ARCHIBAT est le salon le plus visité d'Abidjan, avec en 2009, plus de 10 000 visiteurs. L'édition 2011 proposera quelques innovations.

GK. Positif ! Avec une satisfaction réelle des exposants et visiteurs portée

Koffi & Diabaté vus par ...

Ismaël BOGA-N'GUESSAN

Directeur Associé Axes Marketing et
Commissaire général ARCHIBAT 2011



Guillaume Koffi, c'est presque un jumeau. Nous sommes nés la même année, à un jour d'intervalle. Nous nous fréquentons depuis une trentaine d'années, et je pense que c'est quelqu'un qui a une vision programmatique. C'est un rêveur concret. On peut rêver, et ne pas se donner les moyens de réussir, et rester dans le rêve. Lui précisément, il se donne toujours les moyens d'accomplir ses rêves. Les moyens qu'ils se donnent tiennent en deux ou trois choses. Tout d'abord, la force de travail, la rigueur dans le travail, et aussi l'investissement dans la connaissance. Je suis convaincu qu'aujourd'hui sur la place d'Abidjan, en termes d'architectes qui ont une documentation, ce cabinet-là, est le plus documenté. Tous deux voyagent énormément et rencontrent ainsi d'autres courants architecturaux qui les influencent positivement, et ils arrivent à sortir ce qu'il est temps d'appeler «l'école d'Abidjan», qui est une architecture dont ils sont les précurseurs et qui, bien entendu, est une architecture urbaine. Une architecture mondialisée, mais avec une réponse locale. C'est-à-dire qu'ils sont capables de

penser globalement et d'agir localement. Ils sont capables de digérer cette architecture internationale et de l'adapter localement. Ils ont foi en leur métier et ils se donnent tous les moyens pour réussir dans leur domaine professionnel. Quant à Issa, c'est un jeune frère ; notre première rencontre remonte à 15 ou 20 ans. Il était fraîchement architecte, et on s'était rencontrés autour d'un mouvement culturel que j'avais initié. Pour faire une sorte de comparaison, qui est toujours réductrice dans ce genre d'exercice, Guillaume, c'est le technique, et Issa, c'est l'artiste. C'est vrai que Guillaume aussi sait être un artiste et Issa aussi, un technique. Il faut cependant préciser que derrière ses allures d'artiste, se cache quelqu'un d'une très grande rigueur. Aujourd'hui, on est incapable de parler de l'un sans parler de l'autre. Ce n'est pas qu'une association juridique. Mais bien plus. Une complémentarité. Et dans leur méthode de travail, c'est vraiment la transparence la plus totale. Et ils sont capables de produire une œuvre, dans laquelle, on ne sait pas quelle est la part de Guillaume, et quelle en est celle d'Issa. Quoique chacun peut travailler individuellement. ■

« Il faut revenir à un système où les professionnels sont au cœur du développement des questions urbaines »

à plus de 90%. ARCHIBAT, c'est aussi un formidable outil de réhabilitation de l'image de l'architecte et de son rôle dans l'acte de bâtir. Aujourd'hui, ce noble métier retrouve sa place dans la chaîne des métiers de la construction.

Revenons donc à ARCHIBAT 2011, prévu du 28 novembre au 3 décembre, avec pour thème : « le droit au logement ». Pourquoi avoir choisi cette thématique spécifique ?

GK. Ce thème est un point fort du programme du Président de la République. Le droit au logement est un droit universel. Plus de la moitié de la population en Côte d'Ivoire est mal logée. Le déficit a dépassé la barre de 200 000 logements. Il est temps de s'en préoccuper et de trouver les moyens de remédier à ce fléau mondial.

ID. C'est principalement parce qu'il y a une véritable volonté politique de pallier le besoin de logements en Côte d'Ivoire. Mais pour produire du logement, il ne suffit pas de produire des unités d'habitation. Le logement, c'est quelque chose de très complexe que l'on ne peut planifier en dehors d'une démarche urbaine globale. Au cours de cette édition 2011, nous souhaitons aborder toutes les thématiques connexes à la production du logement, y compris des sujets aussi importants que la purge foncière et les mécanismes de financement de la production du logement.

Toujours concernant le thème de cette édition ARCHIBAT 2011 : comme vous le savez, le gouvernement Ouattara prévoit d'offrir 50 000 logements par an aux Ivoiriens pour un coût de 5 millions de francs CFA. Vos avis d'experts quant à la faisabilité effective de ce projet ?

ID. Ce n'est pas une entreprise facile. Et je ne pense pas qu'on n'y arrivera sans une certaine implication de l'Etat, et cela, à plusieurs niveaux. Evidemment, au niveau du foncier, des équipements, de l'accompagnement des infrastructures pour citer quelques exemples, il faut au préalable, exécuter

un certain nombre de tâches pour que le contexte y soit favorable. Des contraintes techniques à prendre en compte, mais également des aspects financiers et juridiques. Pour donner un ordre de comparaison, entre 1960 et 1990, l'Etat a produit environ 100 000 logements avec la SICOGI et la SOGEFIHA. En clair, produire du logement en masse demande une préparation sérieuse et longue.

GK. Comme l'a dit Issa, une telle entreprise n'est pas possible sans une intervention directe de l'Etat, dans le cadre de Partenariats Public-Privé. Et je pourrais citer huit points focaux pour définir le canevas de faisabilité d'un tel projet : (1) Constituer les réserves foncières nécessaires ; (2) Assurer une bonne planification urbaine ; (3) Trouver des ressources financières appropriées ; (4) Imaginer un accompagnement fiscal adapté ; (5) Sélectionner des intervenants compétents ; (6) Concevoir des projets innovants ; (7) Organiser des filières de production performantes ; (8) Organiser des banques de matériaux bon marché.

Quelles seront les principales innovations de ce salon de l'architecture et du bâtiment ? A quoi peut s'attendre le public ?

GK. Surprise ! Les stands sont déjà tous vendus et nous avons dû créer des espaces additionnels pour satisfaire la demande. Des solutions innovantes pour répondre à la thématique du droit au logement seront présentées. On notera une forte présence d'exposants étrangers. ARCHIBAT, c'est aussi ARCHIMAG, le magazine du salon qui sera relooké. ARCHIBAT, c'est également « Maison et Cité », notre émission télé. ARCHIBAT, c'est enfin les conférences sur le thème du salon et des rencontres « B to B ».

ID. Cette année, nous avons un salon encore un peu plus grand qu'il y a deux ans. Avec des équipements plus volumineux qui seront à l'extérieur. ■